



Des spectateurs veulent participer au théâtre de rue et offrent spontanément un verre d'eau aux communistes enfermés dans une cage. En échange, ils reçoivent immédiatement un abonnement à l'essai !

Arracher le droit à la propagande

Comment fallait-il s'opposer au règlement de police ?

En guise de protestation, l'organisation qui regroupe les organisations tiers-mondistes, dont également la LAI, avait autorisé celle-ci à placer un stand et à dénoncer le règlement de police via un tract et une déclaration. Mais comment impliquer les gens activement dans cette lutte ?

Nous avons établi un plan en vue d'arracher notre droit de faire de la propagande en tant que communistes. Une deuxième question était de savoir si nous allions surtout militer sur le sujet de la répression et du règlement de police, ou si nous allions simplement faire la propagande prévue : vendre des paquets de solidarité pour le Rwanda et pour Cuba, vendre le journal *Solidaire*, récolter des parrains pour les élections communales et des collaborateurs pour la campagne électorale. Nous avons opté pour cette deuxième solution. Si la police intervenait, il serait clair que le règlement policier visait avant tout à nous empêcher de diffuser notre programme « faites payer la crise aux riches », de dénoncer le capitalisme et de défendre l'alternative du socialisme. Nous escomptions que le public serait prêt à parrainer un parti qui lutte avec tant de détermination pour les droits démocratiques et contre l'influen-



Un militant fut si brutalement jeté dans la camionnette de police qu'il en garda une blessure ouverte à la clavicule. Son dos est plein d'écorchures. Démocratie, avez-vous dit ? Droits de l'homme ?

ce croissante de l'extrême droite. Nous avons également convenu que nous nous adresserions aux autres stands et organisations pour demander leur soutien en cas d'intervention policière.

Chaque fois que la police intervenait, nos militants s'adressaient au public avec d'autant plus de conviction

Le dimanche 17 juillet et le mercredi 20 juillet, un militant a été appréhendé brutalement par la police. Chaque fois, nous avons réagi de la même manière, en criant : « La police interdit aux communistes le droit de faire de la propagande, sur base d'un règle-

ment adopté à la demande du Vlaams Blok... Exactement comme dans les années trente, on arrête aujourd'hui des communistes.

Mais n'oubliez pas : d'abord on s'en prend aux communistes, et ensuite ce seront les socialistes, les chrétiens... Nie wieder Faschismus ». Les gens ont réagi très positivement.

Divers stands nous ont également témoigné leur soutien, comme ceux de 'Moeder aarde' (Notre mère, la terre) et de 'L'action Balkan'.

Un collaborateur de ce dernier stand protestait avec vigueur contre l'intervention de la police et a été emmené, lui aussi, par des agents de la BSR.

Confiance dans les masses

Quelqu'un qui ne collabore que depuis quelques mois avec la LAI affirma :

« Quelle réaction formidable de la part des gens ! Je n'ai jamais vu ça... Ce qui s'est passé ici a fait comprendre aux gens, mieux que cent tracts, que nous devons et pouvons arrêter le Vlaams Blok, que les partis traditionnels, comme les socialistes et les libéraux, capitulent devant le Vlaams Blok... Que les commu-

nistes sont les antifascistes les plus conséquents... Une telle attitude donne une grande autorité au parti... On voit aussi que les flics ont surtout peur que nous nous manifestations d'une telle façon dans la population. C'est la première fois que je suis directement confronté avec la police, et cela ne me fait pas peur ici au milieu de la population, même s'ils m'entraînaient de force et m'arrêtaient ».

Chiffres gantois

- 25 propagandistes arrêtés.
- 82 paquets de *Solidaire* vendus à 100 francs : 68 sur le Rwanda et Cuba, 14 sur les élections. Avec 400 francs de soutien, un T-shirt Cuba, 2 cahiers Cuba, une brochure de Solidarité internationale sur Cuba, cela donne un total de 9.340 francs.
- 1.000 tracts distribués sur le Rwanda et 2.000 sur le règlement policier.
- 26 personnes ont pris un abonnement à l'essai.
- 229 personnes ont signé la liste de parrainage.
- 115 personnes ont signé la pétition de la LAI en faveur de Cuba.
- 105 personnes ont signé notre pétition contre la répression pendant notre sketch de la cage aux prisonniers.
- 1 personne a accepté de se

- présenter comme candidat sur la liste des élections communales.
 - 1 personne est devenue membre de l'Amicale.
 - 3 jeunes désirent contacter Rebelle, 4 personnes souhaitent s'informer davantage sur le Rwanda, 2 désirent rencontrer des jeunes cubains, 1 personne veut collaborer avec la LAI.
 - La police a confisqué du matériel pour un montant de 8.460 francs : des dossiers sur le Rwanda, sur la campagne électorale, des T-shirts, des cahiers Cuba, des dépliants et des tracts.
 - Le calicot déployé du haut du beffroi a également été confisqué.
- Nous exigeons que tout ce matériel nous soit restitué. Mais nous appelons également à nous soutenir financièrement pour compenser cette perte.

Suspendre 'démocratiquement' les libertés démocratiques ?

« Le conseil communal a décidé à la majorité qu'il est interdit de faire de la politique aux Fêtes Gantoises. Il s'agit donc d'une décision démocratique à laquelle il faut se soumettre », argumentaient initialement des journalistes. En persistant à nous manifester dans la rue, nous avons réussi à

démontrer toujours plus clairement le caractère anticonstitutionnel de ce règlement policier. L'article 14 de la Constitution stipule : « L'impression est libre. La censure ne peut jamais être instaurée ». Aucun conseil communal ne peut suspendre 'à la majorité' les droits constitutionnels !

Comment on fait reculer les politiciens

Le dimanche, un jour après l'arrestation brutale de 14 militants du PTB, un débat s'est tenu à Gand sur les élections communales et la montée de l'extrême droite. Le PTB avait distribué un tract à tous les participants. Malheureusement, nous n'étions pas autorisés à figurer parmi les orateurs. Le modérateur du débat, Eric Goemans, a demandé l'opinion des orateurs à propos de l'interdiction du stand de la LAI. Or, comme dans les années trente, c'est la social-démocratie, en l'occurrence le porte-parole du SP Frank Beke, qui a attaqué les communistes avec le plus de virulence. Il justifiait notamment l'interdiction en argumentant que la LAI est 'une couverture' pour le PTB, sur quoi Goemans lui a demandé si l'extrême gauche était à présent le nouvel ennemi et s'il ne valait pas mieux serrer les rangs contre la montée de l'extrême droite.

Après nombre de réactions dans le même sens, le candidat bourgmestre libéral Sas Van Rouveroy (VLD) a remarqué que « la décision du collège échevinal d'interdire la LAI était peut-être excessive » et que « l'année prochaine cela ne devait certainement pas se reproduire ». Nos protestations dans la rue avaient manifestement renversé la situation, davantage que nos lettres de protestation du mois de juin ! La lutte paie ! Mais c'est tout le règlement de police qui doit être retiré, sinon le risque d'interdiction continuera à menacer les antiracistes et les antifascistes comme une épée de Damoclès. Dans le bilan qu'il a dressé dans le journal *De Gentenaar* des Fêtes Gantoises, le bourgmestre Temmerman déclara : « En fait ce n'est que le PTB qui a posé des problèmes » et que « le règlement doit être appliqué par tout le monde »...